

QUELQUES ASPECTS DE LA CRÉATION ET L'ACTIVITÉ DES ÉCOLES ROUMAINES DE BULGARIE ENTRE 1895–1924

ȘTEFAN VÂLCU

En Bulgarie, pendant la période ci-dessus mentionnée, il y avait deux écoles roumaines. La première et la plus importante à Sofia et l'autre à Gorna Djumaja, au sud du pays, les deux totalisant, au maximum de leur taux d'occupation, plus de 200 élèves par année. Les écoles de Bulgarie ont représenté un succès des autorités roumaines dans leur action de protéger et encourager la spécificité nationale au sein des communautés roumaines du sud du Danube. Ayant fonctionné, avec quelques interruptions, de 1896 et respectivement 1897 jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, les écoles roumaines ont été définitivement fermées par le régime communiste bulgare.

Le 23 février 1895, un groupe de notables de la colonie roumaine de Sofia, adressaient une pétition au Ministère des Cultes et de l'Instruction Publique de Bucarest, laquelle débutait ainsi : « Nous soussignés, Roumains résidant à Sofia, dans le désir d'éduquer nos enfants et nos filles en langue maternelle, vous saurions gré de bien vouloir intervenir auprès des institutions compétentes pour que l'on nous envoie un professeur et une professeure, car notre existence nationale y est menacée par l'école bulgare.¹ » Parmi les signataires il y avait Gaki Trifon, Gh. Ghiulamila, Spiru Paligora, Nicola Caragea, Al. Et St. Țovar, Iorgu Mărculescu, Mihail N. Ionescu, Gh. Papagoga et autres.² Les signataires informaient aussi qu'ils

¹ Les Archives Nationales de Roumanie (ANR, par la suite) fonds Ministerul Instrucțiunii – Ministère de l'Instruction – dossier 632/1895, feuille 9. Si dans l'historiographie roumaine, il n'y pas de monographie qui traite de ce sujet, nombre de considérations accompagnées de documents ont été publiées en 1906 par Mihail-Virgiliu Cordescu dans son ouvrage *1866–1906. Historique des écoles roumaines de Turquie, Sofia et Turtucaia de Bulgarie et des séminaires en langue roumaine de Leipzig, Vienne et Berlin. Bucarest*, Typographie de la Cour royale, F. Göbl & Fii ; nous trouvons aussi de nombreuses informations chez S. Țovaru, *Le problème de l'école roumaine dans les Balkans*, Bucarest, Imprimerie « Cultura », 1934. Parmi les publications post-1989, ayant trait au sujet, mentionnons l'ouvrage de Adina Berciu Drăghicescu, *Les Roumains des Balkans. Culture et spiritualité. Fin du XIX^e siècle et début du XX^e siècle*. Bucarest, 1996 et surtout le volume publié par Adina Berciu Drăghicescu et Maria Petre, *Ecoles et églises roumaines de la Péninsule balkanique. Documents 1864–1948*, Bucarest, Typographie de l'Université, 2004, 1^{er} vol.

² ANR, dos. 632/1895, feuilles 9–10. La colonie roumaine de Sofia comptait, en 1895, environ 300 familles pour la plupart aromaines, venues de Macédoine, respectivement de Molovište, Gopeš, Kruševo et quelques-unes de Trnova, Bitola et Moschopole. (Voir les rapports du directeur de l'école roumaine de Sofia, V. Stroescu, publié par Mihail-Virgiliu Cordescu, *op. cit.* p.338). Les membres en étaient groupés en diverses sociétés culturelles et d'entre-aide en fonction de la localité d'origine. Ainsi, ceux de Gopeš fondent en 1880, la société « Deșteptarea » (le Réveil) dont le président était N. Caragea, alors que ceux de Molovište créent en 1891 les sociétés « Inaintarea » (le Progrès) et

avaient réuni un montant de 2.000 lei destiné à couvrir les dépenses inhérentes au début de l'activité de la future école. Néanmoins, ils faisaient appel au gouvernement roumain pour la soutenir financièrement. Dans sa réponse du 29 mars 1895, le Ministère des Cultes et de l'Instruction se disait prêt à concrétiser le projet en question et cela dès le 1^{er} septembre de la même année et suggérait que la direction de la future école soit assumée par D. Lăzărescu-Lecanta, ancien directeur du collège roumain de Janina, pédagogue très callé.³ Mais, les choses ayant traîné en longueur, ce n'est que le 27 septembre que D. Lăzărescu-Lecanta, envoyé à Sofia pour louer le local de la nouvelle école, rapportait « mission accomplie ». Il a reçu de l'agent diplomatique roumain en Bulgarie, le montant de lei 2 300 représentant le loyer du local et les frais d'installation.⁴ Le corps enseignant était constitué par D. Lăzărescu-Lecanta, directeur et instituteur, ayant un salaire de lei 250 / mois et Mihail Pocletaru et Elena Pocletaru, instituteurs, ayant chacun un salaire de lei 200 / mois. Les époux Pocletaru avaient enseigné, auparavant, aux écoles primaires roumaines de Bitola (Monastir). Au début, les instituteurs avaient leurs logements dans l'école située au 32, rue Nova Lomska. L'école roumaine de Sofia ouvre ses portes, officiellement, le 19 novembre 1895, avec un retard considérable par rapport au planning initial, à cause surtout, des difficultés rencontrées par Lăzărescu-Lecanta à trouver un local convenable. Selon le rapport envoyé par Papiniu au roi Charles I^{er}, la nouvelle institution a commencé son activité avec 50 élèves, garçons et filles ; en janvier 1896, il y avait déjà 35 écoliers et 41 écolières.⁵ Malgré l'enthousiasme propre à tout début, le local choisi s'est avéré inadéquat au bon déroulement de l'activité d'une école mixte. Ainsi, le long des années, l'école changera-t-elle plusieurs fois d'adresse. En 1897, elle se trouvait dans un bâtiment spacieux du boulevard Dondukov. A cause du loyer trop élevé, elle déménagera dès 1905, boulevard Maria Luiza, dans un local plus modeste, dont la propriétaire était une certaine Elena J. Boškov.

Avant le début des guerres balkaniques, il y avait en Bulgarie deux écoles roumaines, écoles primaires financées par l'État roumain : une, déjà mentionnée à Sofia et une autre à Turtucaia. Avant 1897, il y avait eu une troisième école primaire, à Silistra qui, après vingt ans d'activité s'était trouvée dans l'impossibilité de fonctionner, comme le prouve le mémoire adressé par les centaines de familles

respectivement « Frățijia » (la Fraternité). La plus importante s'est avérée être « Unirea » (l'Union), qui en 1897 nommait membre d'honneur I. Papiniu, agent diplomatique de la Roumanie en Bulgarie, à l'époque. Cette société a largement soutenu, matériellement et moralement, le projet d'une école roumaine à Sofia. Parallèlement, elle agit en vue de l'acquisition d'un terrain pour construire l'église roumaine de Sofia, et accorde de l'aide aussi bien aux élèves pauvres qu'à tout Roumain dans le besoin vivant à Sofia. (*op. cit.*, p. 344). A l'époque, le président en était Al. Gh. Trifon. Il nous faut mentionner qu'avant ladite pétition, la communauté roumaine de Sofia avait reçu, à plusieurs reprises, la visite de Lazăr Duma (inspecteur des écoles roumaines en Turquie) et de N. Cosmescu, un des leaders de la Société culturelle macédo-roumaine de Bucarest, lesquels ont encouragé les Roumains résidant dans la capitale bulgare à agir en vue de la création d'une école roumaine (*Ibidem*).

³ ANR, fonds Ministerul Instrucțiunii, dos. 632/1895, feuille 12, dépêche n° 1892 du 29 mars 1895.

⁴ *Ibidem*, feuille 71.

⁵ *Ibidem*, feuille 90.

roumaines y résidant, l'année susmentionnée, au ministre de l'Instruction, Spiru Haret.⁶ Après la fin de la première guerre mondiale, compte tenu des nouvelles conditions, l'école roumaine de Silistra rouvrait ses portes avec le statut d'école professionnelle pour jeunes filles, et un corps enseignant formé de six personnes.⁷

Après les guerres balkaniques, les modifications territoriales ont eu pour conséquence une nouvelle répartition des écoles roumaines en Bulgarie. Suite à l'échange de correspondance et aux accords intervenus entre Titu Maiorescu et D. Toncev, chef de la délégation bulgare à la conférence de paix de Bucarest de 1913, le gouvernement bulgare s'engageait à reconnaître officiellement l'existence et le fonctionnement, sur son territoire, de deux écoles roumaines, une à Sofia – déjà mentionnée – et une autre à Gorna Djumaja, située au sud du pays, dans ce que l'on appelait à l'époque, la « Macédoine bulgare ». Avant 1912, selon le « rapport Blenche » du Ministère des Affaires Étrangères de la Roumanie, il y avait, dans la zone Djumaja-Petrici, 300 familles aroumaines. Vingt ans plus tard, il y en avait moins de 80, et cela, à l'avis de l'auteur du rapport, pour deux raisons : la bulgarisation des aroumains et leur émigration en Roumanie.⁸

Dès la deuxième année d'existence, l'école de Sofia comptait plus de 100 écoliers et écolières répartis en 4 classes primaires. Ultérieurement, on y a ajouté une section commerciale pour les garçons – 3 classes – et une section professionnelle – 3 ans d'étude – pour les filles.⁹ Pour ces dernières le programme prévoyait : la broderie artistique, la lingerie, le tricot, la couture et la pyrogravure artistique.¹⁰

De 1897 à 1910, en dépit de la réduction sévère du budget de l'instruction (de lei 530 000 en 1900 à lei 300 000 pour l'exercice 1901–1902), le nombre d'élèves de l'école roumaine de Sofia continue d'augmenter d'une année à l'autre, fluctuant entre 120 à 180 élèves. Selon l'appréciation du président de la colonie roumaine de Sofia, I. G. Ghiulamila, en 1910, pour l'opinion publique, l'école roumaine n'était pas seulement un instrument de propagande roumaine mais un établissement d'enseignement de premier rang.¹¹ Suite aux guerres balkaniques et à la première guerre mondiale l'école a interrompu son activité pour la reprendre seulement en 1920, dans des conditions sensiblement différentes de celles d'avant 1912. Il s'en

⁶ ANR, *Romanii de la sud de Dunare. Documente*, Bucarest, 1997, pp. 175–176, doc. n° 67.

⁷ Il s'agissait (selon la feuille de salaires des mois de janvier–février 1919) de : Amalia Mironescu (langue roumaine), Maria Dudescu (arithmétique et comptabilité), Aneta Moldovan (atelier de lingerie), Elena Măciucă (dessin et calligraphie), Angela Ionescu (musique) et Zoe Ionescu-Sorescu (arts ménagers). (ANR, fonds Ministerul Instrucțiunii, dos. 282/1919, feuilles 193–194, 207, 213, 219–230. Pendant la guerre, des institutrices (telle Zoe Ionescu) s'étaient engagées volontaires comme infirmières dans les hôpitaux roumains de campagne.

⁸ Archives du Ministère des Affaires Étrangères Roumain (AMAE, par la suite), problème 18 – Les Roumains de l'étranger – 3^{ème} vol., p. 57. Le document est connu comme „le rapport Blenche” selon le nom de son auteur, Mihail Blenche, fonctionnaire à l'époque (1938) dudit Ministère.

⁹ Adina Berciu Drăghicescu, Maria Petre, *op. cit.*, pp. 351–352. Mémoire du président de la colonie roumaine de Sofia, I. G. Ghiulamila, adressé au Ministre roumain de l'Instruction, Constantin Angelescu, le 25 janvier 1924.

¹⁰ ANR, fonds Ministerul Instrucțiunii, dos. 805/1923, feuille 126.

¹¹ Adina Berciu- Drăghicescu, Maria Petre, *op. cit.*, p. 351.

suivit que, les années suivantes et jusqu'en 1927–1928, il n'y en eut plus de 80 élèves, au maximum.¹²

L'explication en serait que, pendant la guerre, l'école étant fermée, les parents ont envoyé leurs enfants à d'autres écoles de la ville qui fonctionnaient encore : école italienne, française, allemande, voire même bulgare. Après la guerre, certains enfants ont continué à fréquenter la même école, car les parents ont favorisé la continuité de leur formation. Entre 1900 et 1928, le nombre des Roumains résidant à Sofia, en exceptant évidemment les Roumains ou les Aroumains qui transitaient seulement par la capitale bulgare ou habitaient les banlieues, est pratiquement stable, 1 100 à 1 500 personnes.¹³ Comme la plupart était de condition modeste, N. Mișu, diplomate roumain accrédité à Sofia, interviendra le 7 mars 1902 auprès du Ministre des Affaires Étrangères de notre pays pour que l'on supplémente le budget alloué à l'école roumaine de la capitale bulgare pour l'année 1902–1903. Car, disait-il : « chaque année, le nombre des enfants *qui fréquentent l'école* a augmenté et cela, grâce surtout au fait que notre école offre nourriture et manuels scolaires gracieusement. Pendant l'année 1901–1902, sur les 168 écoliers et écolières qui fréquentent l'école, 56 bénéficient de gratuité au restaurant scolaire. »¹⁴

Justifiée par le nombre important d'habitants d'origine roumaine, dans la ville, l'école roumaine de Sofia (tout comme l'église d'ailleurs) a visé à polariser les communautés roumaines établies en territoire bulgare, intéressées à cultiver la langue et la culture maternelles. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, en 1924, I. G. Ghiulamila, le susmentionné président de la colonie roumaine de Sofia, proposait au Ministre de l'Instruction de Bucarest d'agrandir la capacité de l'école, en ajoutant à l'école primaire un collège. Il s'en suivait que les élèves ayant terminé les 4 classes primaires, pouvaient continuer par les 4 classes de collège : « car, à l'école de Sofia, en ouvrant les 4 classes de collège, viendront aussi les élèves de Djumaja, de toute la Bulgarie (Vidin, Pestera, Plevna, etc.) et même de Macédoine. »¹⁵ Un autre argument en était que, à cette date, la minorité bulgare de Roumanie avait déjà son propre collège.

Au début du XX^e siècle, l'école de Sofia avait la structure suivante : (a) la section garçons : 1 directeur-instituteur (Lăzărescu-Lecanta suivi par V. Stroescu), 2 instituteurs roumains, 1 instituteur de langue bulgare (qui enseignait aussi à la section jeunes filles), 1 médecin et 1 homme à tout faire ; (b) la section jeunes filles : 1 directrice-institutrice, 1 institutrice et 1 homme à tout faire.¹⁶ L'encadrement scolaire était donc assez important comparé à d'autres institutions similaires des Balkans : à l'école primaire de Bitola (Monastir) il y avait 3 instituteurs, et seulement 2 à celle de Salonique. En effet, pour ce qui est de l'encadrement, l'école de Sofia

¹² *Idem.*

¹³ *Ibidem*, p. 181, doc. No 47, rapport du 12/25 février 1904 du ministre plénipotentiaire de la Roumanie à Sofia, N. Mișu.

¹⁴ ANR, fonds Ministerul Instrucțiunii, dos. 420/1902, 1^{er} vol., feuilles 115–116.

¹⁵ Adina Berciu Drăghicescu, Maria Petre, *op. cit.* p. 352, doc. n° 124.

¹⁶ ANR, fonds Ministerul Instrucțiunii, dos. 420/1902, 1^{er} vol., feuilles. 144–154.

était dépassée, en 1902–1903, dans le réseau scolaire des Balkans, seulement par le lycée de Bitola (unique lycée roumain de la Péninsule balkanique) – considéré, pour son organisation et ses résultats, l'unité-modèle de l'enseignement roumain du Sud du Danube – et l'école commerciale supérieure de Salonique. Dans le rapport pour l'année scolaire 1902–1903, du vice-consul roumain à Bitola, G. C. Ionescu, nous trouvons les données suivantes : école mixte de Sofia – 170 élèves, budget pour 1902 – lei 15 640, personnel – 3 instituteurs et 3 institutrices de langue roumaine, 1 instituteur de langue bulgare, 1 médecin et 2 hommes à tout faire. Le salaire d'un instituteur était, en 1902, de lei 77–120/mois (en fonction de la catégorie d'encadrement de l'école ; en l'occurrence celle de Sofia faisait partie de la première catégorie). Pour comparer, un professeur à plein temps au lycée de Bitola touchait lei 160/mois.¹⁷ L'école de Turtucaia avait, conformément au même rapport, 4 classes primaires et un personnel formé de : 2 instituteurs et 1 institutrice de langue roumaine, 1 instituteur de langue bulgare et 2 hommes à tout faire.¹⁸ Le budget du Ministère de l'Instruction de Bucarest détaillait les dépenses concernant l'école de Sofia : personnel – lei 8 940, matériel lei 2 200, loyers lei 30 741.¹⁹ Le bâtiment de l'école de Sofia, du boulevard Maria Luiza, était assez spacieux mais n'avait pas de cour, indispensable pourtant à ce genre d'activité. Il y avait 5 salles de classe, 2 à 75 m², 2 à 66 m² et une à 60 m², une salle des maîtres, une pièce réservée au personnel de service et le logement du directeur, encore 2 pièces.

Pendant la guerre mondiale, les autorités bulgares ont fermé l'école. Le directeur de l'époque, Manliu Stăncescu, a réussi à leur échapper et se réfugier en Roumanie, pour se porter ensuite volontaire dans l'armée roumaine.²⁰ Alors que d'autres siens collègues n'ont pas eu cette chance : les époux Dumitru et Ecaterina Țarălunġă ont été arrêtés et internés au camp bulgare de Karlovo. Libérés en 1918, ils ont refusé de retourner en Bulgarie.²¹

Après la fin de la première guerre mondiale, l'école roumaine de Sofia a rouvert ses portes, le 29 septembre 1920, ayant 124 élèves inscrits (50 garçons et 74 filles).²² Le personnel s'en trouvait pourtant diminué par rapport à la période précédente : 1 directeur-instituteur, Grigore Tăutu (détaché de l'école primaire de Giurgiu), 2 instituteurs, les époux Petre et Doța Juffu et 1 homme à tout faire. Par la suite, viendront les rejoindre, N. Jv. Nikolaev, professeur de bulgare (1920),

¹⁷ *Ibidem*, dos. 398/1903, feuille 71.

¹⁸ *Idem*.

¹⁹ *Ibidem*, fonds Ministerul Instrucțiunii, dos. 420/1902, 1^{er} vol., feuille 65.

²⁰ Pour ses mérites dans l'enseignement roumain, Manliu Stăncescu a été décoré par le Ministère de l'Instruction. (*Ibidem*, dos. 146/1919, feuille 1.). Après la guerre, Stăncescu a choisi de rester en Roumanie comme professeur à l'école de garçons n° 2 de Turnu Severin.

²¹ *Ibidem*, dos. 146/1919 feuilles 8, 11, 99. D'autres instituteurs roumains des Balkans ont été arrêtés par les autorités bulgares : Alexandrina Nicolau (école primaire de jeunes filles de Bitola) libérée après 2 ans de camp de concentration, Artemiza Dana de l'école roumaine de Liumnita (Meglenia), Pandora Vretta de l'école de Kruševo (Macedoine), Maria Papa Sotir de la même école. Ultérieurement, aucune n'a souhaité reprendre l'activité dans les écoles des Balkans (*Ibidem*, feuilles 17, 22, 24, 25).

²² *Ibidem*, dos. 325/1921, feuilles 124–127.

l'institutrice Alexandra Ionescu, nommée le 2 novembre 1921 et Florica Nanu, maîtresse de travaux manuels à la section professionnelle pour les jeunes filles, nommée par le Ministère de l'Instruction, le 28 février 1923.²³ Pour l'année scolaire 1922–1923, il y a eu 70 enfants inscrits, pour l'école primaire et la maternelle, dont, à la fin de l'année, 44 promus, 12 recalés et les autres partis définitivement avec leurs familles à Bucarest.²⁴

Les manuels utilisés étaient les mêmes qu'en Roumanie ; en I^{ère} : l'*Abécédaire* et l'*Arithmétique* de G. N. Costescu ; en II^{ème}, le *Manuel de lecture* d'Al. Brătescu-Voinești, la *Géographie du département de Ilfov* de Ion. I. Teodoru et l'*Arithmétique* de P. Dulfu ; en III^{ème} : le *Manuel de lecture* d'Al. Brătescu-Voinești, la *Grammaire* de G. N. Costescu-Ciorănescu, l'*Arithmétique* de G. Costescu et la *Géographie* de G. Simionescu et, enfin, en IV^{ème}, le *Manuel de lecture* d'Al. Brătescu-Voinești, la *Grammaire* de G. N. Costescu-Ciorănescu, la *Géographie* de S. Mehedinți et l'*Arithmétique* de G. Costescu. Ajoutons, la *Calligraphie*, discipline obligatoire pour toutes les classes, manuel unique de C. I. Ștefănescu. Le programme scolaire prévoyait entre 3 et 5 heures de classe pour les écoliers en I^{ère} et arrivait à 5–7 heures pour ceux en IV^{ème}.

Sous la rubrique « Événements », le directeur de l'école mentionnait que l'on n'avait pas pu organiser la fête de Noël car « à cause de la vie chère nous n'avons pas pu faire l'arbre de Noël, en échange, nous avons organisé une quête et réuni, grâce aux âmes charitables, la somme de 10 900 leva qui nous ont permis d'acheter des vêtements et chaussures pour 18 enfants démunis. »²⁵ Le 23 février 1923, à l'école, a eu lieu « une fête dansante », avec le concours de la colonie roumaine de la ville. Le programme incluait, parmi d'autres, des chansons du folklore roumain, des déclamations en roumain littéraire et en dialecte aroumain, des récitations en bulgare ainsi que des extraits de la pièce de Vasile Alecsandri « Piatra în casa » (Le boulet de la famille).²⁶ Y ont assisté le ministre plénipotentiaire de Roumanie à Sofia, C. Langa-Rășcanu, le personnel de la Légation roumaine ainsi que le personnel de la Légation grecque. Le 17 mai 1923, au Monument des Héros roumains du cimetière de la capitale bulgare, a eu lieu la commémoration des Héros de la Nation avec un *Te Deum* pour le repos de leurs âmes ; le 23 mai, au théâtre « Renaissance » de Sofia, se sont déroulées les festivités pour la fête nationale roumaine, suivies d'un programme artistique présenté par les élèves de l'école roumaine de la ville.²⁷ Suite aux tragiques événements survenus en Bulgarie au mois de juin de la même année, la fête de fin d'année scolaire a été annulée : « j'ai eu de la peine à rassembler les enfants pour leur donner les certificats », notait le directeur, Tăutu, dans le rapport annuel adressé au Ministère de l'Instruction de Bucarest.²⁸ Le même Tăutu, avait eu l'initiative de créer, une

²³ *Ibidem*, feuille 226. Rapport d'activité pour l'exercice 1923–1924 du directeur G. Tăutu.

²⁴ *Ibidem*, feuille 225.

²⁵ *Ibidem*, feuille 226.

²⁶ *Ibidem*.

²⁷ *Ibidem*, feuille 226.

²⁸ *Ibidem*, feuille 224.

association de jeunes Aroumains, ayant terminé les cours de l'école, à but scientifique et culturel. Les membres se réunissaient, chaque dimanche après-midi, à l'école, pour des conférences ou des séances de lecture : l'instituteur Petre Juffu, par exemple, a organisé, à leur intention, un cycle de conférences sur l'histoire des roumains de la Péninsule balkanique.²⁹

En principe, en égard aux dispositions du règlement interne des écoles roumaines de la Péninsule balkanique de 1904, toute école subventionnée par l'État roumain, devait avoir un conseil dont les membres – minimum trois – étaient élus au sein de la communauté locale. Il avait pour mandat de surveiller et assurer la bonne marche du processus d'enseignement et, en général, le fonctionnement de l'école.³⁰ Cette disposition était valable seulement pour les écoles du milieu rural (telle Gorna Djumaja), celles des villes n'en étant pas concernées. Ces dernières, comme celle de Sofia, par exemple, dépendaient de point de vue administratif, financier etc. de la Légation roumaine de la ville, s'il y en avait une, ou du pays respectif. Donc, le corps enseignant de l'école de Sofia recevait les salaires et autres droits, par l'intermédiaire de la Légation roumaine de la capitale bulgare. Conformément à la feuille de salaires pour le mois de février 1923, les salaires desdits enseignants étaient les suivants :

| Nom | Salaires brut | Autres indemnités | Salaires réel ³¹ |
|-------------------|---------------|----------------------------------|-----------------------------|
| Grigore Tăutu | Lei 1 000 | aide pour les loyers, la vie | Lei 2 095,50 |
| Petru Juffu | Lei 1 750 | chère (dès la fin 1919) et | Lei 2 870,50 |
| Doța Juffu | Lei 1 750 | allocations familiales pour ceux | Lei 2 471,50 |
| Alexandra Ionescu | Lei 1 250 | qui avaient des enfants | Lei 2 330,50 |

Le même mois de février 1923, le ministre plénipotentiaire roumain à Sofia, C. Langa-Rășcanu, informait le ministre de l'Instruction roumain, Constantin Angelescu, qu'il avait personnellement vérifié et constaté le bien fondé des plaintes du corps enseignant roumain de Sofia, quant au niveau trop bas des salaires par rapport aux prix pratiqués sur le marché bulgare. Aussi demande-t-il que l'on accorde aux instituteurs « des indemnités spéciales dont ils ont impérativement besoin pour pouvoir vivre ». ³² Sur cette note, figure la décision du Ministre Angelescu, selon laquelle les salaires des professeurs en poste dans la capitale bulgare étaient augmentés de 75%, plus les indemnités pour les degrés de spécialisation. ³³ Le 14 mai, le ministre Langa-Rășcanu revenait à la charge, fort

²⁹ *Ibidem*.

³⁰ *Ibidem*, dos. 830/1904. Le règlement entrainé en vigueur, conformément à la décision du Ministre de l'Instruction, Spiru Haret, le 10 mars pour les écoles roumaines de Macédoine et le 15 août pour les autres écoles des Balkans (y compris celle de Sofia). Il avait été élaboré par G.C. Ionescu, Lazăr Duma (inspecteur des écoles roumaines de Turquie), D. Dan (réviseur scolaire) et par Sterie Cionescu, Filip Apostolescu et C. Ionescu, ces trois derniers en tant que directeurs-professeurs des écoles de Krusevo, Bitola et Nevesca (*Ibidem*, feuille 8).

³¹ *Ibidem*, dos. 805/1923, feuilles 133–136.

³² *Ibidem*, feuille 141, dépêche n° 475, enregistrée au Ministère de l'Instruction le 24 février 1923.

³³ *Ibidem*.

d'un rapport établi par les enseignants roumains de Sofia, rapport dont il attestait le bien fondé, car « ils sont loin de pouvoir subvenir à leurs besoins dans une ville où la vie est, au moins, deux fois plus chère que chez nous et où le cours du leu est d'environ 0,50 leva ». ³⁴ Ledit rapport contenait quelques précisions nécessaires. Tout en reconnaissant que le Ministère avait augmenté leurs salaires de 75%, ils disent « ce que l'on nous a donné d'une main, on nous le prend des deux », car ils étaient perdants dès qu'il s'agissait de la conversion du leu en monnaie bulgare. Leurs salaires, augmentation de 75% comprise, atteignaient au maximum lei 4 000, donc 2 000 leva. ³⁵ Pour mieux faire saisir la situation, les enseignants établissent une liste détaillée du panier de la ménagère : 1 pain-8 leva ; 1 litre d'huile-80 leva ; 1 paquet de sucre-43 leva ; 1kg de fromage-44 leva ; 1kg emmental-90 leva ; 1 paire de bottes-750 leva ; 1 paire de chaussettes pour hommes- 50 leva ; 1 m³ de bois de chauffage-400 leva ; et finalement, le loyer mensuel pour un deux pièces non meublé, au moins 1 000 leva (rappelons que seuls le directeur et l'homme à tout faire avaient le droit de loger dans les locaux de l'école) : « nous vous prions, Monsieur, d'apprécier par vous-même, si pour nourrir et habiller 3-5 personnes, les 2 000 leva suffisent. » ³⁶ Pour conclure, les enseignants sollicitaient, en attendant la solution, que les montants figurant sur les feuilles de paye leur soient donnés en monnaie bulgare faute de quoi, ils allaient demander au ministère d'être repatriés – *in corpore* – « pour faire notre devoir là où le pain est moins cher et meilleur et notre vie en plus grande sécurité. » ³⁷ Comme il n'y avait pas eu de réponse, le directeur de l'école de Sofia, en tant que porte-parole des enseignants, le 1^{er} juin 1923 est revenu sur ladite lettre en ajoutant que le personnel de l'institution avait décidé, faute de paiement des salaires en monnaie bulgare à parité avec le leu, d'en demander que l'ordonnancement soit suspendu. ³⁸ Cette position du porte-parole des enseignants qui menaçaient de boycotter le processus d'enseignement, a valu à Grigore Tăutu l'antipathie de certains décideurs du Ministère de l'Instruction, ce dont il s'en doutait avant. Le même 1^{er} juin, il écrivait donc à Petre Marcu, qui, dans le cadre du même ministère, était responsable du système scolaire roumain des Balkans, dans une tentative de présenter des arguments solides qui justifient son attitude dans une situation devenue critique et qu'il ne pouvait plus contrôler : « Ma requête, au nom de mes collègues qui s'y trouvent, est : que vous insistiez, vous aussi, pour que l'on décide d'ordonnancer nos salaires pour Mai et Juin, ainsi que l'augmentation de 75% pour Avril, Mai et Juin, en monnaie bulgare **à parité des deux monnaies** (souligné dans le texte – n.n.). Si ce n'est pas possible, c'est-à-dire si Monsieur le Ministre estime que cela n'est pas possible parce que : **nous sommes voués à vivre dans la misère et à mourir avec** (souligné dans le texte – n.n.), faites en sorte que l'ordonnancement en lei ne se fasse plus ! C'est mes collègues

³⁴ *Ibidem*, feuille 185, Légation Royale de Roumanie, n° 1385, Sofia, le 14 mai 1923.

³⁵ *Ibidem*, feuille 186.

³⁶ *Ibidem*.

³⁷ *Ibidem*, feuille 187.

³⁸ *Ibidem*, feuille 189 et suivantes.

qui me prie de le demander. Notre leu est très faible, quant à la vie ici... plus besoin de la décrire, car vous le savez bien de ce que vous avez entendu et du prix des choses, donc vous pouvez fort bien déduire si avec les 2 000 leva par mois (c'est l'échange pour 4 034 lei) on peut vivre à Sofia ! Avec ce que nous avons reçu jusqu'au 1^{er} juillet, nous ne pouvons même pas couvrir les frais jusqu'au 1^{er} juin courant. »³⁹ A ce stade de l'affaire, la propriétaire de l'immeuble jeta de l'huile sur le feu et demanda une augmentation du loyer de 30 000 à 100 000 lei par année (équivalent à 50 000 leva), en raison de la faiblesse du leu. Lors de la conclusion du bail, 100 lei valaient 140 leva, alors qu'en 1923, le loyer reçu ne couvrait même pas l'impôt dû à l'État bulgare qui était de 33 000 leva par année.⁴⁰ Par conséquent, la propriétaire parlait même de résilier le bail si elle ne recevait pas le montant du loyer augmenté, à effet rétroactif au 1^{er} octobre 1922. La démarche de la propriétaire était accompagnée d'une lettre du corps enseignant roumain de l'école de Sofia (qui certifiait le bien fondé des doléances de Mme Boskov) ainsi que d'une note du ministre plénipotentiaire Langa-Rășcanu qui attirait l'attention que « surtout, en cas de résiliation du bail annuel, **il est impossible de trouver un autre local convenable pour l'école, si modeste qu'il soit** !⁴¹ (souligné dans le texte – n.n.). Devant la perspective réelle de voir l'école de Sofia à la rue, le Ministère de Bucarest s'est incliné, a accepté le paiement du loyer tel que demandé, mais, en même temps, a ordonné les salaires des enseignants pour les mois de mai et juin, sans aucune augmentation. La réponse ne se fit pas attendre. Par un mémoire (n° 112 du 16 juin 1923) signé par le même Tăutu, au nom de tous ses collègues, il était porté à la connaissance du Ministre que « les enseignants de cette école refusent d'accepter le montant de 41 144 lei, valant, au cours du jour, 15 634 leva, montant qui ne nous permet de vivre à Sofia même pas une quinzaine, pour ne pas parler de deux mois... »⁴²

En guise de réponse, le 16 juin, le Ministère délègue le directeur Tăutu comme médiateur dans le conflit surgi au sein du corps enseignant, à l'école roumaine de Gorna Djumaja, mission qu'il aurait refusée. Mais, à son tour, le 3 juillet 1923, il se rend inopinément à Bucarest pour présenter personnellement sa demande de transfert de Bulgarie en Roumanie, sous prétexte qu'il avait déçu ses collègues. Réaction plus que touchante de ces derniers qui le prient, *in corpore*, de rester à son poste et envoient au ministère des mémoires (tels celui de Petre Juffu) pour demander aux décideurs de refuser le transfert. Que ce fût ou non à cause de ces démarches, tant il est vrai que le ministère n'a donné aucune réponse à Tăutu avant la rentrée, plus précisément avant la fin septembre. Entre temps, les enseignants étaient invités à ne pas ignorer un argument de taille du ministère, à savoir que le budget du Ministère de l'Instruction une fois approuvé et validé par le Parlement roumain, ne pouvait nullement être modifié avant l'exercice financier

³⁹ *Ibidem*, feuille 203.

⁴⁰ *Ibidem*, feuille 211.

⁴¹ *Ibidem*.

⁴² *Ibidem*, feuille 214.

suisant. Quant au fonds d'urgence du Ministère de l'Instruction, on y avait déjà puisé en accordant l'augmentation de 75%, donc, il serait peu vraisemblable que l'on y fasse de nouveau appel dans un si court laps de temps.

Mis devant le fait accompli, le directeur Tăutu a assumé sa fonction et le 14 septembre, a organisé et présidé la rentrée solennelle de l'année scolaire 1923–1924. Le programme a commencé à 10h30, par la prière de bénédiction de l'eau officinée par le prêtre bulgare, Haralami Haralambiev de l'église Sv. Kral. Le prêtre s'est adressé ensuite à l'assistance en invitant les enseignants à bien soigner l'éducation de la jeune génération, à lui faire aimer le bien, la beauté et la vérité, l'amour du prochain et à œuvrer pour la bonne entente entre les peuples bulgare et roumain.⁴³ Dans son allocution, le directeur de l'école, après avoir évoqué les débuts et l'évolution de l'école, a fait appel à la solidarité, aux sentiments des bons Roumains pour récolter des fonds destinés à aider les écoles et les églises roumaines des Balkans. Il les a exhortés aussi à ne pas s'éloigner de la langue que leurs ancêtres avaient pieusement préservée, envers et contre tout, le long des siècles. Pour conclure, le directeur a remercié la Légation roumaine à Sofia grâce aux efforts de laquelle l'école roumaine de la ville existait. Y participaient aussi le Consul de Roumanie, Victor G. Mihăescu et le conseiller de la Légation, I. Trandafirescu, ainsi que des notables de la colonie roumaine de Sofia, dont son président, Ghiulamila.⁴⁴

Quelques jours après la rentrée, le Ministère de l'Instruction faisait connaître, par une note, que la démission de Grigore Tăutu avait été acceptée et son collègue, Petre Juffu⁴⁵, assurera l'intérim. Vraisemblablement, toutes les interventions, y compris celle du président de la communauté, Ghiulamila, qui souhaitait que Tăutu reste à son poste « pour le bien de l'école »⁴⁶ avaient été inutiles. La disposition de licenciement de Tăutu, émise par un département du Ministère, stipulait expressément que « compte tenu du fait que M. Tăutu est toujours à Sofia, en dépit de nos ordres de rappel au Pays, nous vous prions de le rayer de la feuille de salaires annexée⁴⁷ ; ce qui fut fait. Par la suite, le Ministère s'est rétracté, probablement influencé par les rapports de Langa-Rășcanu favorable à Tăutu, et a permis à ce dernier de rester en poste jusqu'à la fin de l'année scolaire 1923-1924. Sur disposition du Ministre Angelescu, on a aussi constitué un fonds intitulé « indemnité pour échange monétaire » à l'intention du personnel des écoles roumaines de Bulgarie. Ainsi, la feuille de salaires pour les mois de septembre-novembre 1923 se présentait comme suit⁴⁸ :

⁴³ *Ibidem*, feuille 248 : rapport de la direction de l'école roumaine de Sofia, n° 8 du 14 septembre 1923, signé Gr. Tăutu.

⁴⁴ *Ibidem*.

⁴⁵ *Ibidem*, feuille 265.

⁴⁶ *Ibidem*.

⁴⁷ *Ibidem*, feuille 294.

⁴⁸ *Ibidem*.

| Nom | Fonction | Total salaire, indem - nités y comprises | Indemnité pour échange monétaire | Total salaire |
|-------------------|-------------------------|--|----------------------------------|---------------|
| Grigore Tăutu | Directeur – instituteur | 8 025 | 9 000 | 17 025 |
| Petre Juffu | instituteur | 10 050 | 9 000 | 19 050 |
| Doja Juffu | Institutrice | 9 650 | 6 000 | 15 600 |
| Alexandra Ionescu | Institutrice | 8 250 | 7 500 | 15 750 |
| Florica Nanu | Maître d'atelier | 7 500 | 6 000 | 13 500 |

La situation de l'école de Djumaja différait de celle de l'école de Sofia, car la première était propriétaire, et non locataire, de l'école bâtie sur un terrain acquis par les efforts de la communauté aroumaine de l'endroit.⁴⁹ Créée grâce aux efforts de l'instituteur I. Ceara venu de Janina, l'école roumaine mixte ouvre ses portes en 1896. Auparavant, les enfants des familles aroumaines avaient fréquenté l'école bulgare de la localité. Parmi les instituteurs y ayant enseigné les premières années, citons Ștefan Hagi, Teodor Nero, Piaha Harilau, Magdalena Pendifringa et Flora Șunda.⁵⁰ Entre 1896 et 1906, le nombre des élèves est passé de 45 à 85, ce qui en dit long sur l'intérêt des habitants d'origine aroumaine de la commune car ils n'étaient pas trop nombreux.⁵¹

Dans la statistique d'Alex Rubin de 1913, l'école de Gorna Djumaja apparaissait avec 2 instituteurs et 2 institutrices⁵²; si ces chiffres étaient exacts, la première guerre balkanique avait modifiée la situation car, en 1913, Vasile Diamandi, envoyé par la Société Macédo-Roumaine pour faire le point, n'y trouve qu'un instituteur et une école détruite par un incendie probablement criminel.⁵³ Après la première guerre mondiale, on a fait faire un minimum de réparations et rouvert l'école.

En septembre 1922, les époux Sterie et Diamanda Mamali, instituteurs à des écoles roumaines de Grèce⁵⁴, sont nommés à Djumaja : ils ont mis plus de trois

⁴⁹ En 1906, Mihail-Virgiliu Cordescu faisait, dans sa monographie, une brève présentation de Djumaja-Balea ou Gorna Djumaja du vilayet de Salonique ; une population de 6070 habitants dont 3 655 Turcs, 105 Roumains grécisés, 100 Grecs, 610 Bulgares, 620 Gitans, 220 Juifs, 760 Roumains y établis. Commune située dans les monts Rila, frontière bulgaro-turque, à l'époque, sur les deux rives de la Bistritsa, dans le bassin du fleuve Strouma. Comme le chemin de fer était loin, on utilisait pour le transport les chevaux, les chameaux et les charrettes. Charretiers et éleveurs, les habitants s'occupaient aussi du commerce et de la culture du tabac, mais dans une moindre mesure. La remarque de Cordescu « beaucoup de Roumains sont matériellement aisés car propriétaires terriens », est parfaitement valable dans ce cas (Mihail-Virgiliu Cordescu, *op. cit.*, p. 77).

⁵⁰ *Ibidem.*

⁵¹ *Ibidem.*

⁵² Cf. Alex Rubin, *Les Roumains de Macédoine*, Bucarest, 1913, p. 241.

⁵³ Adina Berciu-Drăghicescu, Maria Petre, *op. cit.*, p. 324, doc. n° 111.

⁵⁴ Mihail-Virgiliu Cordescu note, en parlant de Olimpia Mamali, qu'elle a été institutrice à l'école roumaine de Perivoli (Grevena, Epyre) entre 1903–1904 (*op. cit.*, p. 139) et à l'école de filles de Turia (Bitola-Monastir) entre 1905–1906 (*op. cit.*, p. 155). Quant à Sterie Mamali, son nom est lié à l'école roumaine de Lipos (vilayet de Salonique) qu'il a ouvert le 27 février 1905, école qui avait 2 classes primaires et 30 écoliers et écolières (*Ibidem, op. cit.*, pp. 179–180).

mois pour y arriver.⁵⁵ Le 10 novembre 1923, viendra l'y rejoindre l'institutrice Caliope Nane.⁵⁶

Antérieurement, en janvier 1923, les éphores de l'école, le président Teju P. Teju et les membres du conseil, Vanceu N. Tapu, Vasile Gh. Ciunga et Sterie Avganti, adressaient un mémoire au Ministère de l'Instruction de Bucarest pour attirer l'attention que les deux instituteurs nommés, les époux Cazangi, recevaient régulièrement leurs salaires depuis 1916, sans avoir jamais mis les pieds à l'école. Par la même occasion, ils signalaient une situation tragique et humiliante : « nos enseignants n'ont pas reçu de salaire depuis 5 mois (les collègues des Cazangi – n.n.), le personnel de service non plus. Pour les frais généraux, le combustible pour l'année passée et cette année n'est pas payé, on a demandé des crédits. L'école qui n'est pas encore refaite ne ressemble plus à colonie roumaine mais à une écurie. Par conséquent, nous ne souhaitons plus avoir une école, mieux vaut la fermer et nous occuper de nos affaires. »⁵⁷

A peine arrivé, le nouveau directeur, Sterie Mamali, fait des efforts surhumains pour assurer le déroulement tant soit peu convenable du processus d'enseignement pour les 100 élèves inscrits pour l'année scolaire 1923–1924. Dans un premier rapport envoyé au Ministère de l'Instruction le 21 janvier 1923, Sterie Mamali faisait le tour de la situation : pour suppléer à l'absence des époux Cazangi, lui et sa femme enseignaient aussi le roumain aux 4 classes primaires ; quant aux instituteurs V. Dragomirov et Olga Karanikolova qui enseignaient le bulgare, ceux-ci n'avaient plus reçu leurs salaires depuis le 1^{er} juillet 1922. Aussi, leur a-t-il donné, pour Noël, une gratification de 3 000 leva, argent sorti de sa poche.⁵⁸ Le nouveau directeur continuait par rappeler que l'école devait encore 11.000 lei pour le combustible utilisé en 1922 et que celui pour 1923 avait été acheté à crédit ; quant au local « faute de mieux, ça peut encore aller. »⁵⁹ A la même école avait travaillé, avant sa démission en septembre 1920, l'institutrice Țapi-Barnavachi qui au mois de mars 1923 recevait enfin son salaire pour la période 1^{er} septembre 1919 – 1^{er} septembre 1920. Le service comptabilité du Ministère de l'Instruction de Bucarest finit par envoyer le 12 mars 1923 un à-valoir de 10 100 lei, argent destiné à couvrir, partiellement, les dettes de l'école pour l'année budgétaire 1921–1922 et dont les éphores locaux accusent réception.⁶⁰

⁵⁵ ANR, fonds Ministerul Instrucțiunii, dos. 805/1923, feuilles 119–120.

⁵⁶ *Ibidem*, feuille 305.

⁵⁷ *Ibidem*, feuille 128.

⁵⁸ *Ibidem*, feuille 129.

⁵⁹ *Ibidem*.

⁶⁰ *Ibidem*, feuille 150 : « Reçu. Les soussignés éphores, représentants de la communauté roumaine de Gorna Djumaja et le directeur de l'école déclarons avoir reçu de l'Honorable Ministère de l'Instruction Publique, le montant de dix mille cent lei représentant les dépenses matérielles pour l'année budgétaire 1921–1922. Directeur de l'école S. Mamali ; Ephores : président Teju P. Teju, Vanciu N. Tapi, Sterie Avganti. »

Dans son assemblée générale du 3 juin 1923, la communauté roumaine de Djumaja a décidé de faire refaire les bâtiments de l'école et l'église roumaines. A cette fin, les éphores ont lancé plusieurs listes de suscription, faisant appel « tout spécialement au patriotisme et à la générosité des Macédoniens d'origine » mais sollicitant aussi, pour compléter le montant, l'aide du Ministère de l'Instruction de Bucarest.⁶¹ La communauté rappelait la promesse faite par le Secrétaire général du Ministère de l'Instruction, Iuliu Valaori, lors de sa visite d'accorder « un fonds important » en vue de la réfection de l'école. Le Ministère y répond en envoyant 100 000 lei. Grâce aux efforts conjugués des habitants, on a récolté 200 000 leva, montant important par rapport à la petite communauté de Djumaja et pourtant insuffisant. En effet, un peu plus tard, le directeur Mamali, en présentant le devis des travaux déjà effectués, calculait un montant encore nécessaire de 158 000 leva pour finir l'extérieur de l'école et de l'église et 150 000 leva pour les aménagements intérieurs.⁶²

Entre temps, avisés que le Ministère de l'Instruction s'intéressait à leur cas, les époux errants, Cazangi, sont revenus à Djumaja et rendent Mamali responsable de la situation qu'ils avaient eux-mêmes créée. En profitant habilement des tendances autoritaristes de Mamali, les deux réussissent à créer des tensions tant parmi les enseignants que parmi les habitants. Excédé par cette situation, Langa-Răscanu, dans son rapport du 26 juin 1923, demande au Ministère de l'Instruction, par souci de paix à Djumaja, que les deux parties, les Cazangi et les Mamali, soient mutées, séparément, ailleurs.⁶³ Les éphores mettent fin à cette situation, en décidant la mutation d'office, pour raisons disciplinaires, des Cazangi, coupables d'avoir, à maintes reprises, ignoré le règlement scolaire et refusé de se présenter aux examens de fin d'année.⁶⁴ Cet épisode fini, tout y revint à la normale. Et enfin, trois ans après, les travaux de réfection de l'école et de l'église furent terminés aussi, grâce aux efforts conjugués des habitants et du Ministère de l'Instruction par ses apports financiers ponctuels.

Quant à l'école roumaine de Sofia, agrandie après 1930, elle devint « L'Institut roumain de Sofia », qui dispensait des cours à tous les niveaux, de la maternelle au lycée, y compris.

Les deux écoles, celle de Sofia et celle de Djumaja, furent fermées le 7 novembre 1947 par une décision du régime communiste bulgare.

⁶¹ *Ibidem*, feuille 215, rapport no 1771 du 16 juin 1923, signé par C. Langa-Răscanu, ministre plénipotentiaire roumain à Sofia.

⁶² Cf. Adina Berciu-Drăghicescu, Maria Petre, *op. cit.*, pp. 353-354, doc. n° 125.

⁶³ ANR, fonds Ministerul Instrucțiunii, dos. 805/1923, feuilles 208-210 : les pétitions des Cazangi adressées aux décideurs du Ministère, qui accusent le directeur de l'école « d'avoir porté atteinte à leur honneur et mis leur vies en danger » ; ils décrivaient Mamali comme « un intrigant et un lâche qui a pour but de semer la zizanie parmi les Roumains de la localité » (*Ibidem*, feuille 217).

⁶⁴ *Ibidem*, feuille 280.